invite ses concitoyens à participer massivement à la souscription qu'il lance et dont le montant sera affecté aux expropriations. Le 30 mai suivant, il dresse un bilan assez terne de cette étape préparatoire. L'enthousiasme de la municipalité n'a pas rencontré l'écho escompté. Sur les vingt personnes touchées par l'expropriation, douze acceptent la cession à l'amiable ou à des conditions avantageuses, mais huit s'opposent farouchement à tout accord. Délégations de conseillers, adjoint en tête, et lettres d'explication du maire ne réussissent pas à convaincre ces mauvais coucheurs qui soit ne répondent pas aux exhortations, soit exigent des indemnités hors de proportion. Inquiet de la tournure prise par les événements, le préfet demande de bien vouloir examiner un meilleur financement, puisque la commune s'est engagée à assumer tous les frais de cette opération. Le 30 mai 1869, le conseil municipal décide de solliciter l'application de la loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. Le ministre approuve le projet et la décision du conseil municipal le 24 juin suivant. Cinq jours plus tard, ne perdant aucun instant, le maire de Soisy envoie à la sous-préfecture un épais dossier contenant :

- le plan détaillé du projet ;
- le plan parcellaire des propriétés à exproprier ;
- l'engagement des propriétaires qui ont abandonné leurs parcelles ;
- l'engagement particulier du baron d'Archery ;

- l'engagement de ceux qui ont consenti une cession à l'amiable ;
- la copie de la délibération du 30 mai 1869.

Parallèlement à ces démarches, Soisy entame des négociations avec Montmorency pour obtenir la permission de comprendre dans l'expropriation une parcelle de son territoire appartenant à Pierre-Noël Beaudoin. Le consentement des deux interlocuteurs est signifié le 14 juillet 1869. Le 21 octobre 1869, le sous-préfet autorise l'ouverture de l'enquête, du 16 au 18 novembre, et nomme l'adjoint de Saint-Gratien, Balland, enquêteur. Ce dernier ne constate qu'une opposition, non pas au projet dans son ensemble, mais à l'ouverture d'un nouveau chemin. Le contestataire lui préfère la réutilisation du chemin de la Fosse-aux-Moines, dans le prolongement du chemin des Carrières. Conseil municipal de Soisy et commission rejettent cette proposition, arguant du fait que le nouveau chemin « (...) favorisera l'adjonction future du hameau de Saint-Paul au village ».

Le décret impérial du 26 février 1870 (*document annexe 12*) prononçant l'utilité publique du projet et le décret impérial du 18 juin 1870, autorisant la commune à emprunter 17 000 francs remboursables en quinze ans, permettent l'ouverture de l'enquête parcellaire du 28 juillet au 4 août 1870 (*L'Écho pontoisien*, n° 29 du 21 juillet 1870). Celle-ci ne donne lieu à aucune contestation, mais ce n'est que huit mois après, du fait de la guerre franco-

prussienne, soit le 25 avril 1871, que les vingt-six parcelles d'une superficie totale de 19,25 ares sont déclarées cessibles par la préfecture (*document annexe 13*).

Les travaux commencent courant août 1871. Ils porteront sur la consolidation du remblai afin d'y édifier un quai donnant accès à un bâtiment des voyageurs. L'ensemble confère à cet arrêt le statut de halte. Un escalier rudimentaire relie le quai à la cour trapézoïdale qui est dégagée au pied du talus. Le chemin de la Station prend naissance à l'angle nord-est de la place. Le chemin latéral, ménagé en 1865, le long du talus, est supprimé et reporté de quelques mètres pour déboucher sur la place.

De 1883 à 1886, la halte subit une transformation radicale. Le bâtiment des voyageurs lui-même, est entièrement remodelé et agrandi en 1884. Édifié en maçonnerie de moellons, il est revêtu d'un enduit blanc qui, par la suite, laissera apparaître la brique rouge. Celle-ci, utilisée en chaînage d'angle et en corniche, agrément également les ouvertures, donnant à la halte un caractère provincial. Le rez-de-chaussée sur quai comporte trois pièces : la cuisine de la gérante, une salle d'attente et un bureau de vente avec guichet. On accède à un étage comprenant les trois pièces de l'appartement privé par un escalier extérieur et couvert donnant, en contrebas, sur la place. La cave et la buanderie, de plein pied sur la place, constituent le niveau inférieur de ce bâtiment. A proximité, on a creusé un puits. Un wc et un